

LA LOI DU LYNCHAGE

TOUCHE PAS À L'ISLAMISATION !

Au cas où ils l'auraient ignoré, les cinq jeunes journalistes qui ont signé le livre titré *Inch'allah, l'islamisation à visage découvert* (Fayard) auront pu vérifier qu'il est des sujets d'enquête qui valent lynchage d'office. On rappellera leurs noms, occultés sur la couverture du livre, où n'apparaissent que les deux patronymes des journalistes du *Monde*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, qui ont dirigé ces cinq étudiants en journalisme : Célia Mebroukine, Ivonne Trippenbach, Romain Gaspar, Hugo Wintrebret et Charles Delouche.

Le CCIF (Comité contre l'islamophobie en France) les a également salués à sa manière, en les transformant en agents d'une campagne contre l'islam, étant entendu que, chez ces gens-là, quiconque ose décrire la réalité de l'islamisation est d'office accusé de vouloir bouter les musulmans hors de France. Pour rajouter du piment à cette sauce, le CCIF a même fourni les noms d'utilisateurs des cinq susnommés sur Twitter afin qu'ils puissent être traités comme il se doit avec les noms d'oiseaux, les injures et les menaces mobilisées en ce genre de circonstance.

Fort heureusement, la bande des cinq a eu droit à quelques invi-

tations médiatiques qui leur ont permis de s'expliquer, de dire qu'ils avaient seulement mis le doigt là où ça fait mal, en décrivant la réalité d'un département populaire (le 93) en voie d'islamisation. Ce n'est pas vraiment une découverte. D'autres l'ont fait avant eux, aussitôt voués aux gémonies. N'empêche : les cinq journalistes ont souvent été accusés de « *stigmatiser* » la Seine-Saint-Denis, comme l'a déclaré Stéphane Troussel, président du conseil de ce département, adepte de la politique de l'autruche. D'autres les ont affublés d'une étiquette d'amateurisme afin de mieux les discréditer.

Dans un article publié par Mediapart, Nassira El Moaddem et Faïza Zerouala ont expliqué que les faits décrits n'étaient que « *des demandes de pratique religieuse sans rapport avec un quelconque extrémisme* ». Pas de quoi casser deux pattes à un canard, donc, à en croire ces deux spécialistes. La première dirige le Bondy Blog où Mehdi Meklat a fait ses armes avant de dévoiler ses tweets haineux, homophobes et antisémites. La seconde a sponsorisé les « camps d'été décoloniaux » interdits aux Blancs. Elles sont bien placées pour faire la leçon à des journalistes ayant osé appeler un chat, un chat. ■ JACK DION

MERCI CONFRÈRE !

ON ASSASSINE BIEN LES PME

Les défaillances d'entreprises repartent à la hausse : tel est le titre d'un article du journal *les Echos*. Au troisième trimestre 2018, les « défaillances » d'entreprises sont reparties à la hausse (+ 3,3 % en métropole), après huit trimestres consécutifs de baisse. Le phénomène ne touche pas que les petites entreprises puisque l'on note une faillite de grosse PME tous les deux jours. Parmi les explications invoquées : l'obsolescence de l'appareil productif, l'endettement, mais aussi les retards de paiement des grosses entreprises. Pour les PME aussi, la loi du CAC 40 peut être fatale. ■ FRANÇOIS DARRAS

PAR HENRI PENARUIZ

SOUVERAINISME, UN GROS MOT ?

L'étymologie est éclairante. En latin, *superanus* (« supérieur ») se dit d'un individu ou d'un peuple qui n'a rien au-dessus de lui, et qui partant se règle lui-même, en se donnant à lui-même ses lois. La démocratie, définie entre autres par Jean-Jacques Rousseau, c'est la souveraineté du peuple. La Révolution française a fait coïncider la *souveraineté populaire* avec la *souveraineté nationale* dans le moment même où elle définissait la nation comme une communauté de citoyens. Encore faut-il que les domaines d'exercice de cette souveraineté existent. Comme il se doit, on a longtemps qualifié les partisans de la souveraineté populaire de *démocrates*, tout simplement. Pourquoi les appeler désormais *souverainistes* ? Le mot est à l'évidence péjoratif, alors qu'il devrait être neutre. Comment a-t-il pu se former avec une telle connotation ? Par une analogie sous-entendue, insinuée, avec le vocable *nationaliste*, également pris dans son sens péjoratif.

Ainsi, le *démocrate* qui conteste le rôle normatif d'autorités non élues, d'experts qui outrepassent la simple fonction de conseil et usurpent la souveraineté populaire, est dit « *souverainiste* ». Prenons un exemple. L'Europe de Jean Monnet se fait par l'économie capitaliste, le marché et le moins-disant social. Un peuple d'Europe veut-il garder ses services publics ? Il n'en a pas, il n'en a plus le droit. Privatisation oblige. Où est passée sa souveraineté ? Plus généralement, quels domaines de décision lui reste-t-il ? Avec l'euro, la politique monétaire ne dépend plus de lui. Avec l'arrimage de l'Europe à l'Otan, la politique étrangère non plus. Avec la concurrence libre et non faussée, la politique économique lui échappe. Quant à la politique sociale, c'est toujours pour demain. Le peuple n'en a pas (ou plus) la maîtrise, car ses principaux leviers ne sont plus de son ressort. On s'étonne que les peuples soient dégoûtés. Grand démocrate, Jean-Claude Juncker a tenu pour nul et non avenu le vote du peuple grec. En France, le non au Traité constitutionnel européen a été foulé au pied. Souverainiste ! C'est presque une invective, voire une injure. Comme toujours, *ad nauseam*, l'amalgame avec l'extrême droite tient lieu d'argumentation. Pourquoi utiliser un tel vocabulaire polémique, qui consacre le conformisme et à travers lui l'idéologie des classes dominantes ? ■